

Les principes de la conception socialiste de l'État

Proposition du GT État bourgeois pour l'AD du 1.7.17

Introduction

5 La crise du capitalisme est le facteur déterminant des processus qui façonnent la situation mondiale d'aujourd'hui. La stabilité relative du monde capitaliste développé après la deuxième guerre mondiale au niveau économique, social et politique trouvait sa base matérielle dans la relance économique. La destruction de cette base depuis le début de la crise en 2008, entraîne une érosion croissante de la stabilité. Des partis et institutions politiques, dont les fondements étaient l'ordre de la période écoulée se trouvent dans une crise profonde. Dans un nombre
10 croissant de pays, cette crise s'exprime en un déclin depuis des décennies de grands vieux partis et en une instabilité politique. En même temps, on peut observer l'émergence de nouvelles forces politiques, à la fois à droite et à gauche. La crise du capitalisme est le facteur déterminant des turbulences politiques qui peuvent être observées dans le monde entier.

15 L'instabilité économique et politique ont également un effet sur le fonctionnement de l'État bourgeois. La classe des capitalistes a de plus en plus de peine à exercer sa domination sur la base de la démocratie bourgeoise. Pour cette raison, elle se voit de plus en plus forcée d'attaquer et de limiter des droits démocratiques. Dans les exemples comptons les limitations du droit à la grève, à la démonstration et à l'association ainsi qu'une répression accrue, la restriction de la liberté des médias, le fait de passer outre des décisions populaires, la manière de gouverner par décrets, la mise en place des gouvernements de technocrates, etc. Ce développement révèle le vrai caractère de
20 l'État bourgeois, à savoir la protection des intérêts du capital.

25 Dans la gauche réformiste, ces processus sont souvent dénoncés comme la perte de cette primauté de la politique sur l'économie et la restauration de celle-ci est définie comme objectif ultime. Cependant, cette approche suggère que la politique, à savoir l'État, est une sphère indépendante de l'économie, neutre et au-dessus de la société. Ceci sera réfuté dans ce qui suit.

30 En tant que socialistes, notre objectif est de dépasser le capitalisme et de bâtir une société socialiste. Ainsi, il est crucial d'être théoriquement au clair concernant les formations sociétales auxquelles nous faisons face. A cet égard, dans l'ordre mondial capitaliste l'État est l'institution la plus grande de l'ordre mondial capitaliste et domine tout. En même temps, le caractère de l'État figure historiquement parmi les questions les plus controversées au sein du mouvement ouvrier. Une compréhension correcte de l'État constitue donc le fondement nécessaire pour une orientation stratégique correcte du parti.

Qu'est-ce que l'État ?

35 Historiquement, l'État a toujours été présenté comme une institution neutre et indépendante de la société, qui obtient sa légitimation par un pouvoir externe. Des mythes fondateurs (démocraties antiques), Dieu (l'État absolutiste, États cléricaux) ou la nation (l'État bourgeois) sont des exemples pour de telles justifications de l'existence de l'État. Ce faisant, l'État bourgeois¹ se définit comme un contrat social entre des citoyen-ne-s libres se soumettant volontairement à des lois communes afin de garantir une coexistence pacifique. La théorie
40 bourgeoise présente l'État comme étant une instance indépendante qui défend les intérêts de tout le monde et qui maintient le calme et l'ordre. Pourtant, cette vision bourgeoise de l'État – qui est également défendue par des vastes couches de la gauche réformiste² – est superficielle. Car, selon elle, les causes des conflits sociétaux ne se trouvent pas dans le développement historique de la société de classe, mais dans la nature méchante éternelle et interchangeable de l'être humain qui n'est pas capable de coexister paisiblement sans la présence d'un État. Ainsi,
45 elle ne voile pas seulement le fait que l'existence de l'État en elle-même exprime déjà des contradictions insurmontables de la société de classe. Ce faisant, on cache également l'intérêt général que l'État cherche à

1 État bourgeois : L'État dans le capitalisme qui a été créé dans le contexte de la révolution bourgeoise et qui constitue aujourd'hui dans la majorité des pays du monde la forme d'État dominante. Parmi ses caractéristiques figurent par exemple l'État de droit formel, la séparation des pouvoirs et majoritairement la démocratie parlementaire.

2 Réformisme : courant au sein du mouvement ouvrier qui défend le point de vue que la société peut être changée à travers des réformes à l'intérieur du système. Les réformistes de droite visent un capitalisme social tandis que les réformistes de gauche veulent arriver au socialisme, mais pensent que cela est faisable par la voie parlementaire.

défendre, plus explicitement, l'intérêt de la classe dominante.

50 Pour comprendre ce qu'est un État, il faut retracer son origine dans l'émergence historique de la société de classe. Vu que l'État est créé par l'humain, il reflète forcément les conditions sociales dans lesquelles ce dernier vit. La société humaine est en fin de compte déterminée par les rapports de production.³ Les rapports sociaux et politiques découlent de ceux-ci. L'origine de l'État doit alors être constituée de rechercher dans le développement des forces productives.⁴ C'est ainsi que les avancées technologiques ont débouché sur une division du travail et sur une division de la société en classes. Les capacités techniques de produire plus que nécessaire pour la consommation propre ont permis à des parts grandissantes de la population d'être libérés de la production alimentaire immédiate. C'est ainsi qu'une division du travail sociale s'est développée, division permettant à des couches de la population de se consacrer à des activités comme l'artisanat, les sciences, etc. Ceci a constitué un énorme progrès pour l'humanité et forme la base de la civilisation humaine que nous connaissons aujourd'hui. La lutte pour le surproduit social fait émerger une classe dominante vivant du travail de la grande majorité. En vue de maintenir ses privilèges, il lui fallait créer un État. C'est ainsi que l'armement de tous les membres de la tribu fut remplacé par l'armement d'une petite minorité, érigée en pouvoir public. C'est ainsi qu'il est devenu possible – pour la première fois – d'employer la violence contre la population et de consolider ainsi les rapports de classes. Le contrôle sur l'État érigait la classe économiquement dominante en classe également politiquement dominante.

65 Friedrich Engels décrivait l'État comme « expression de contradictions de classes inconciliables ». Car, les intérêts antagonistes des différentes classes signifient une confrontation continue entre elles. L'État devient nécessaire pour maintenir un certain ordre et une certaine stabilité malgré ces circonstances. Mais ceci signifie uniquement le maintien des rapports de propriété et alors des contradictions de classes. L'État ne peut nullement faire disparaître les contradictions et conflits de classes. Il ne peut qu'essayer d'éviter qu'elles soient disputées ouvertement ce qui ne signifie rien d'autre que la répression de la classe opprimée. C'est ainsi que l'État est en fin de compte toujours un instrument de domination d'une classe sur d'autres. Avec les changements des rapports de production, les rapports de propriété et de classe ont aussi changé à travers l'histoire. C'est ainsi que l'État, en tant qu'instance de défense de ces rapports, s'est aussi modifié. Son rôle en tant qu'instrument pour maintenir au pouvoir la classe dominante donnée demeure cependant fondé.

75 **Comment caractériser l'État bourgeois moderne?**

L'État (*cohérence : veux-tu mettre des accents aigus partout ou nulle part?*) bourgeois s'est formé dans le cadre du développement du mode de production capitaliste et de la destruction de l'État féodal à force des révolutions bourgeoises. Il a été créé consciemment par la bourgeoisie afin de créer un nouvel ordre et de détruire celui qui existait auparavant. Ainsi, la bourgeoisie a établi un nouvel ordre de propriété. La propriété privée s'est instaurée sur la base de la liberté et de l'égalité devant la loi de chaque membre de la société. Par conséquent, lors de sa création, l'État bourgeois possédait un caractère tout à fait progressif et révolutionnaire ! D'un côté il rendait possible un développement rapide des forces productives qui étaient entravés sous l'ordre féodal. De l'autre, la domination économique et la domination politique ne coïncidaient plus directement. Tous – et véritablement tous, car à ce temps on considérait seulement les hommes - possédaient les mêmes droits et formellement les mêmes possibilités de participer et organiser la politique et l'État. Cependant, grâce au développement du mode de production capitaliste il s'est rendu assez rapidement évident que les anciennes relations de classes ont été remplacés par de nouvelles, qui gardaient les classes opprimées, malgré les libertés formelles, dans une situation de domination. Dès ses débuts donc, l'État bourgeois a représenté un instrument révolutionnaire pour le dépassement de l'ancienne société, mais en même temps un moyen de domination contre la nouvelle classe opprimée, la classe ouvrière. Car, la tâche principale de l'État bourgeois était et reste toujours, la protection de la propriété privée et le maintien de la situation d'exploitation capitaliste.

Ce que le capitaliste fait avec sa propriété privée est sa propre affaire. La production des biens, qui se déroule avec ses moyens de productions, n'est planifiée ni dictée par la politique ou l'État. Il ne doit que s'assurer qu'il peut vendre ses produits pour un profit au sein de la concurrence du marché capitaliste. La distribution des biens n'est

3 Rapports de production : la manière dont la production est organisée dans une société donnée avec un niveau de développement spécifique. Ils dépendent du niveau de développement des forces productives et englobent les rapports de propriété et l'organisation de la production.

4 Forces productives : les ressources sociales réelles à disposition d'une société pour la production. Y sont comprises le niveau de connaissances technologiques, les moyens de production, le niveau de développement des flux de travail.

pas la tâche des États non plus, puisqu'elle se déroule d'après le pouvoir d'achat sur le marché. En même temps, l'État bourgeois met en place des règles pour les capitalistes afin qu'ils ne puissent pas procéder à leur propre autodestruction, comme par exemple le droit des cartels. La relation entre les capitalistes et l'État bourgeois est donc très contradictoire. D'un côté les capitalistes et les fractions du capital⁵ essaient sur une base permanente d'élargir leur influence dans la machine d'État pour créer les conditions les plus favorables pour leur business, et de l'autre côté, l'État s'aliène jusqu'à un certain degré de la société. Les institutions étatiques développent un intérêt à se préserver eux-mêmes. Dans la concurrence des États-nations dans le capitalisme global, l'auto-préservation n'est rien d'autre que la continuation de l'ordre régnant, qui dépend des conditions de profit du capital national. Ainsi, les capitalistes individuels essaient (parfois avec succès) d'utiliser l'État comme instrument direct pour la défense de leurs propres intérêts. Néanmoins, l'État ne protège pas les intérêts d'un capitaliste ou l'autre mais ceux du capital national entier. Comme conséquence, Engels appelait l'État « le capitaliste collectif en idée ».

Depuis la révolution bourgeoise, l'État bourgeois s'est considérablement développé. Il gère presque tous les domaines de la vie sociale et va bien au-delà d'un organe de répression pur. De nombreux ministères et institutions ont vu le jour au fil du temps. Beaucoup de fonctions de l'État ne semblent à première vue pas être au service des intérêts des capitalistes. Pour le mouvement ouvrier, tous les acquis sociaux, appelés État providence y sont le plus central, mais il y a aussi tous les autres droits qui ont été combattus à plusieurs niveaux. Ceux-là incluent, par exemple, la participation démocratique, le droit à l'éducation, la liberté d'expression, le droit de grève, etc. L'existence de ces institutions et de ces droits semble contredire la thèse de l'État de classe. En fin de compte, la classe dirigeante peut bien faire quelques concessions à la classe ouvrière et peut dans une certaine mesure intégrer ses organisations dans l'État - mais seulement pour autant que le bon fonctionnement du mode de production capitaliste et les rapports de propriété bourgeois soient encore assurés. La lutte des capitalistes contre la réglementation de leur liberté économique et la lutte des ouvriers contre les attaques sur leurs acquis sociaux conduisent même à ce que la gauche soit généralement comprise comme défenseur de l'État bourgeois et les bourgeois comme adversaires de l'État.

Pourtant, depuis l'éclatement de la crise, on a vu à maintes reprises que l'État bourgeois est une expression du caractère inconciliable des contradictions de classes et un instrument de domination de la classe dirigeante. L'austérité massive qui a marqué la politique dans presque tous les pays européens, est une tentative d'améliorer les conditions de profit pour les capitalistes et de faire payer la classe ouvrière les coûts de la crise. Afin de sauver leurs profits, même la destruction du niveau de vie de la grande majorité de la population est consciemment acceptée. Cette politique ne peut pas non plus simplement être attribuée aux rapports de pouvoir au sein du Parlement. Elle est plutôt l'expression des lois de la forme économique capitaliste et du rôle de l'État-nation dans cette dernière. Tant qu'on ne défend pas les intérêts de la classe ouvrière internationale toute entière et tant qu'on ne lutte pas contre les relations de propriété dans le capitalisme, on est forcé d'accepter la logique de l'État-nation dans l'économie capitaliste mondiale. Ainsi, on est livré à ses contraintes et on doit fournir les meilleures conditions possibles pour l'accumulation du capital. Pour cette raison, les gouvernements sociaux-démocrates ont poursuivi les mêmes politiques d'austérité contre les intérêts des salariés depuis que la crise a éclaté.

Dans de nombreux pays, les mesures d'austérité et la détérioration des conditions de vie ont conduit à une radicalisation de la population et à des mouvements contre cette politique. Afin de tout de même pouvoir exécuter les intérêts de la classe dirigeante, l'État fait usage de mesures répressives. Et plus le conflit entre les classes s'accroît, plus le caractère de classes de l'État bourgeois devient évident.

L'origine de ces caractéristiques contradictoires de l'État bourgeois, nous devons la chercher dans les contradictions de la société elle-même et dans les piliers sur lesquels repose le pouvoir de l'État.

Comment l'État exerce-t-il son pouvoir ?

Afin d'appréhender l'analyse selon laquelle l'État bourgeois est un instrument de domination de la bourgeoisie et se maintient nécessairement autour des conditions d'exploitation capitalistes, il faut comprendre d'abord comment l'État exerce son pouvoir.

5 Fractions du capital : Les groupes des capitalistes avec des intérêts et buts similaires, par exemple capitalistes orientés vers l'exportation, le capital financier, petit commerce, etc.

150 Chaque État bourgeois a besoin de détenir le moyen de la réalisation des lois. En plus, l'État dispose en premier lieu du monopole de violence. La police, l'armée, la justice, les prisons, etc. sont les instruments de pouvoir directs sur lesquels, dans la dernière instance, le pouvoir de l'État est fondé. Ils sont une nécessité au maintien de l'ordre civil.

155 La bourgeoisie ne peut pas maintenir indéfiniment sa domination uniquement par l'exercice de la violence pure de l'appareil d'État répressif. L'idéologie régnante, qui déclare l'ordre existant comme tenant de l'ordre universel éternel et naturel, et qui présente l'État comme étant une institution neutre et indépendante de la société agissant dans l'intérêt de tous et toutes, joue un rôle beaucoup plus central en ces temps de lutte des classes profonde.

160 Cette idéologie est reproduite sur tous les niveaux, comme dans les écoles, les universités, les médias civils, l'emploi, la politique, la publicité, etc. Cette reproduction de l'idéologie sert d'une part à élever les personnes à des objets d'exploitation opérationnels, d'autre part à représenter le système régnant comme le seul ordre raisonnable, naturel et agissant dans l'intérêt de tous. Cependant, jusqu'à un certain degré, le pouvoir de l'État a besoin du consentement idéologique des possédé-e-s afin de se maintenir à long-terme. Ce consentement peut uniquement être atteint si certaines concessions sont faites aux classes réprimées, car le coût de ces concessions est plus faible pour la bourgeoisie qu'une escalade de la lutte des classes. Au temps du redressement économique, les acquis majeurs pouvaient être conquis. Pour assourdir la lutte des classes, la classe dominante faisait participer les directions des organisations des travailleurs au pouvoir d'État et essayait de les faire dépendre de la participation sociale. Voici, à première vue, le caractère contradictoire de l'État bourgeois. Donc, dans la crise du capitalisme, cette intégration se transforme en son contraire. La bourgeoisie n'est plus disposée à faire des concessions et attaque même les acquis existants. Dans cette situation, la base matérielle de la participation sociale et de la politique réformiste commence à s'émietter et les directions du mouvement ouvrier sont condamnés à déplacer la politique des régnants s'ils ne veulent pas perdre leurs privilèges dans l'appareil d'État et à la table des débats. Cela mène inévitablement à une contre-réaction des travailleurs. L'aggravation des oppositions de classe causée par la crise du capitalisme, ainsi que la remise en question de l'idéologie régnante, contraint l'État à recourir de plus en plus à la violence publique pour tenir en échec les masses révoltées. Si l'avenir de l'ordre régnant est en danger, l'État n'hésitera pas à user de la violence publique contre sa propre population, au point de causer des massacres, voire la guerre civile. Le monopole de violence de l'État révèle ainsi son vrai caractère, c'est-à-dire un monopole du recours à la force reposant dans les mains de la classe régnante, alors que le recours à la force par la classe opprimée est punissable.

180 Ainsi, l'appareil d'État, avec ses organes de répression, est l'atout majeur du maintien de l'exploitation capitaliste. La transformation socialiste de la société implique le changement des rapports de propriété, ce qui signifie que la confrontation avec le pouvoir étatique qui garantit cet ordre de propriété est nécessaire. Ainsi, l'abrogation de l'exploitation des travailleurs-euses ne s'opérera pas sans la destruction du pouvoir d'État bourgeois.

185 **Quel rôle joue la démocratie dans l'État bourgeois ?**

190 La démocratie bourgeoise est le résultat des révolutions bourgeoises et des luttes des classes suivantes. La classe des travailleurs et des travailleuses a obtenu quelques acquis : la représentation proportionnelle, les droits des femmes, etc. Cependant, la participation démocratique est contenue aux limites du système actuel. Cela signifie que les réalisations historiques de l'élection et du vote ne sont valables que tant que les parties prenantes reconnaissent le système de décision, et donc la demandent à la classe dirigeante au pouvoir. La démocratie bourgeoise est seulement une forme particulière de l'exercice du pouvoir de la classe dirigeante. Cela ne change pas la nature de classe de l'État lui-même.

195 La classe dirigeante est associée à la bureaucratie de l'État. Les consultants, les lobbyistes, les mandats d'administrateur des parlementaires et les groupes de réflexion influencent l'exercice du pouvoir de l'appareil d'État. Les structures de l'État sont conçues de telle sorte que les intérêts de la classe dirigeante dominent. Le processus législatif est dominé – dès la procédure de consultation – par les puissants groupes d'intérêt de la classe dirigeante. Mais également les normes et directives (statistiques, procédures, etc.) selon lesquelles les bureaux d'État fonctionnent, visent à protéger les intérêts des capitalistes.

200 Le fait qu'ils représentent la classe économique au pouvoir leur donne aussi les moyens matériels d'influencer crucialement l'opinion publique. D'une part, ils gardent la main dans la propagande grâce aux ressources financières qui sont à leur disposition ; d'autre part, ils peuvent présenter leurs propres intérêts comme étant dans

205 l'intérêt général, de par leur influence sur l'économie, par exemple en usant à l'envi de leurs arguments de création et de protection des emplois.

Étant donné que toutes les personnes, en tant que personnes égales (quelle que soit leur position dans la société), ont la possibilité d'influencer la politique, la démocratie bourgeoise semble être la dominance par toute la population (de vote). Mais cette égalité superficielle est basée sur le fait que la démocratie est toujours fondée sur les rapports de classe. Donc, en réalité, les droits démocratiques formels sont soumis aux limites étroites du système capitaliste. Si les parties individuelles ou les institutions démocratiques dans leur ensemble menaçaient de mettre en péril la domination de la bourgeoisie, ils abandonneraient ce masque démocratique et useraient d'une forme de pouvoir plus autoritaire. La démocratie est un luxe qu'ils ne peuvent se permettre que si leur pouvoir économique n'est pas remis en question.

215 Au cours de la crise, c'est par la répression que la bourgeoisie a répondu aux plus petits mouvements de défense des conditions de vie des salariés, et ont imposé des réformes sans légitimité démocratique (p. ex., la Loi du Travail en France).

220 La solution proposée par le réformisme, qui souhaite le rétablissement de la primauté de la politique sur l'économie, souffre de l'illusion d'une éventuelle situation stable où la démocratie imposerait les besoins des opprimés aux capitalistes. Une telle situation est certainement envisageable, mais elle causerait la concentration de la lutte des classes vers une expropriation de la bourgeoisie ou une défaite du gouvernement de gauche. Il est peu probable qu'au moment où la question du détenteur du pouvoir se pose, la classe dirigeante se laisse déposséder par une décision démocratique sans tenter de s'y opposer elle-même. Notre conclusion ne doit en aucun cas être considérée comme une diminution de nos exigences. Au contraire, nous devons mettre en évidence la division des classes de cet État et de sa démocratie, ce qui aura pour but de cristalliser la nécessité de se surpasser.

225 Depuis l'éclatement de la crise, nous observons de manière constante des mouvements autoritaires qui s'opèrent dans les pays capitalistes développés. Ce phénomène est très important dans la mise en place de la politique de crise. En effet, les contradictions entre classes sociales s'intensifient et il devient de plus en plus compliqué pour la classe dirigeante de gagner la majorité des votes par une propagande de peur, c'est-à-dire la dangerosité de déférer la décision sur les politiques essentielles au peuple.

230 En tant que socialistes, nous sommes conscients du potentiel bourgeois de l'État et de la limite de la bourgeoisie démocratique. Cependant, nous tenons à défendre les victoires démocratiques et sociales contre les efforts visant à les diminuer. Nous luttons pour toute amélioration et toute réelle réforme. Nous nous rendons cependant compte que l'État bourgeois démocratique ne peut être l'outil pour surmonter l'ordre mondial du capitalisme. Une majorité du parlement ne suffirait en aucun cas pour en finir avec l'exploitation capitaliste. La classe dirigeante ne se laissera jamais déposséder par une décision démocratique. Si les salariés dépendants recherchaient réellement à attaquer le pouvoir des capitalistes, ceux-ci n'hésiteraient pas à surpasser leur coquille démocratique afin de se lancer dans l'affrontement par la violence pure. En tant que socialistes, cependant, nous participons tout de même au parlement bourgeois. Tant que la démocratie bourgeoise existera, le parlement sera perçu comme le centre de la vie politique. Il serait ainsi extrêmement négligeant de tirer des conclusions précipitées sur le travail parlementaire et de le boycotter. En procédant ainsi, nous nous tirerions une balle dans le pied, car nous nous positionnerions hors de la vie active dans le seul but de critiquer.

235 Défendre de manière constante les positions révolutionnaires au sein des parlements nous permet de démontrer au public le caractère limité de la bourgeoisie démocratique et la division de classe de l'État bourgeois. Ainsi, la participation dans les parlements n'est pas un but en soi, mais doit toujours être perçue comme une construction de nos propres forces et du soutien du combat extra-parlementaire.

250 **Quel rôle joue l'État dans une transformation socialiste de la société ?**

Comme nous l'avons exposé dans les thèses ci-dessus, l'État bourgeois est l'expression des contradictions de classe au sein du capitalisme. Ses institutions sont donc tenues de garantir une fonction effective de l'exploitation capitaliste et du maintien des propriétés privées. Cette prise de conscience est d'une grande importance lorsque nous observons le rôle de l'État bourgeois dans le bouleversement des conditions sociales. En tant que socialistes, nous nous sommes fixé comme but de dépasser et de renverser le capitalisme. Ceci implique le dépassement de la propriété privée des moyens de production, la destitution de la classe dominante, le dépassement des frontières des États-nations et l'instauration d'un contrôle démocratique de tous les domaines de la vie sociale. Un tel programme va diamétralement à l'encontre des tâches de l'État bourgeois qui doit gérer et maintenir toutes les

260 structures que nous tentons de dépasser. L'État (bourgeois) va inévitablement devoir défendre l'ordre établi et donc être un outil important de la classe dominante pour réprimer la révolution. Au cours de l'histoire, les institutions publiques, spécialement les organes répressifs, ont régulièrement exécuté des putschs contre-révolutionnaires contre des gouvernements socialistes. L'exemple le plus révélateur est le coup d'État contre Salvador Allende au Chili. Le général Pinochet, lui-même engagé par le président socialiste, a renversé le
265 gouvernement et a établi une dictature militaire. La défaite de la révolution chilienne est une expérience importante pour le mouvement ouvrier. Elle confirme de manière impressionnante la nécessité du démantèlement de l'État bourgeois pour la mise en œuvre d'un programme socialiste.

270 Pour instaurer une transformation socialiste de la société, la classe ouvrière doit créer ses propres structures démocratiques, lesquelles lui permettront de prendre en charge la gestion de la société future. Ces structures de contre-pouvoir seront l'outil des salariés pour dépasser le système capitaliste et pour construire une société socialiste. Par la prise du pouvoir par les travailleur-euse-s, les classes ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Le rôle de l'État révolutionnaire sera de défendre les succès obtenus par les bouleversements politiques contre les tentatives de rétablissement des anciennes conditions capitalistes. Un État devra donc toujours exister. La
275 différence sera que l'État ne sera plus l'outil de répression d'une majorité par une minorité mais l'outil d'une majorité pour la transformation socialiste de la société. L'État ouvrier prendra donc des formes totalement différentes de l'État bourgeois car il naîtra de structures et d'institutions bâties par la classe ouvrière elle-même.

280 Par l'exemple de différentes luttes ouvrières, nous pouvons déjà observer des formes embryonnaires d'organisation et de démocratie que la classe ouvrière se donne elle-même. L'histoire montre que les travailleur-euse-s ont eu recours, de manière autonome, à des structures de conseil. Les comités de grève, les comités d'entreprises, les comités de quartier, les assemblées populaires, etc. ne sont pas simplement un moyen de mise en application de différentes demandes au sein même du système existant, mais ils sont surtout l'expression des défis des rapports de force actuels au sein du système existant et une anticipation des structures de contre-pouvoir de la classe ouvrière.
285

Notre devoir est de nous battre pour la mise en place de telles structures et de nous battre pour notre programme en leur sein. Le démantèlement des institutions bourgeoises-démocratiques n'est pas la fin de la démocratie, mais l'abolition de la dictature du capital et la mise en place d'une démocratie totale (qui couvre tous les domaines de la société). Seule l'expropriation des capitalistes et la socialisation des moyens de production permettront à la
290 grande majorité d'obtenir le contrôle démocratique de la production et de la répartition des biens pour satisfaire ses besoins. De cette façon, la séparation de la politique et de l'économie sera levée et le peuple pourra décider de ses conditions de vie dans des structures démocratiques. La « démocratisation de l'économie » n'est donc possible qu'à la condition de la suppression des propriétés privées des moyens de production et, en conséquence, de la destruction de l'État bourgeois qui les protègent. Avec la socialisation de la production au niveau international, les
295 contradictions des classes, que l'État avait produites par la répression des classes opprimées, disparaîtront également peu à peu. Il restera donc la gestion démocratique par tous les membres de la société sur tous les domaines de leur vie sociale.